

Revue critique de droit international privé



Paul Lagarde

Bertrand Ancel

Horatia Muir Watt

DALLOZ

SOMMAIRE DU N° 3-2006

Première Partie. — Doctrine et Chroniques.

- Gian Paolo ROMANO. — *La bilatéralité éclipsée par l'autorité. Développements récents en matière d'état des personnes* 457
- Marie-Claire FOBLETS et Mohamed LOUKILI. — *Mariage et divorce dans le nouveau Code marocain de la famille : quelles implications pour les Marocains en Europe ?* 521
- Aline TENNENBAUM. — *La compétence internationale des autorités de surveillance des marchés financiers en matière d'offre publique. Réflexions à propos de l'offre publique de la société Mittal Steel sur les titres de la société Arcelor* 557

Deuxième Partie. — Jurisprudence.

I. — NATIONALITÉ.

Certificat de nationalité. — Demande. — Défaut de réponse pendant cinq ans. — Responsabilité de l'État. — Tribunal compétent. — Tribunal judiciaire. — Absence de faute et de préjudice. — Rejet au fond. — Cour de Cassation (1^{re} Ch. civ.), 28 février 2006, note Paul LAGARDE, p. 577.

II. — CONDITION DES ÉTRANGERS.

III. — CONFLITS DE LOIS.

Succession. — Loi du 14 juillet 1819. — Droit de prélèvement. — Conjoint survivant. — Qualité de légataire. — Exclusion. — 2) *Succession.* — Loi du 14 juillet 1819. — Droit de prélèvement. — Héritier français. — Office du juge. — Trust. — Atteinte à la réserve. — Détermination nécessaire. — Cour de Cassation (1^{re} Ch. civ.), 7 décembre 2005, note Sara GODECHOT-PATRIS, p. 583.

IV. — CONFLITS DE JURIDICTIONS.

Convention franco-tunisienne du 28 juin 1972. — Litispendance. — Chose jugée étrangère. — Demande de divorce. — Compétence du tribunal étranger. — Caractérisation. — Défaut. — 2) *Litispendance.* — Demande en divorce. — Compétence du tribunal étranger. — Convention franco-tunisienne du 28 juin 1972. — Article 16.1.d). — Cour de cassation (1^{re} Ch. civ.), 14 décembre 2004, note Véronique MOISSINAC MASSÉNAT, p. 597.

Arbitrage international. — Sentence étrangère. — Exequatur en France. — Appel. — Irrecevabilité. — Estoppel. — Participation active et prolongée à la procédure arbitrale. — Cour de Cassation (1^{re} Ch. civ.), 6 juillet 2005, note Horatia MUIR WATT, p. 606.

Arbitrage international. — Contrat de transport maritime international. — Clause compromissoire. — Opposabilité aux assureurs subrogés. — Compétence-compétence. — Compétence prioritaire de l'arbitre. — Cour de Cassation (1^{re} Ch. civ.), 22 novembre 2005 et Cour de Cassation (Ch. com.), 21 février 2006, note Fabienne JAULT-SESEKE, p. 606.

Convention de La Haye du 25 octobre 1980. — Enlèvement international d'enfant. — Parents divorcés. — Exercice conjoint de l'autorité parentale. — Accord des parents. — Résidence conventionnellement fixée. — Modification unilatérale. — Déplacement illicite. — Cour de Cassation (1^{re} Ch. civ.), 14 décembre 2005, note Estelle GALLANT, p. 619.

Convention franco-marocaine du 10 août 1981. — Article 13, al. 1. — Convention du 5 octobre 1957. — Articles 16, 19 et 21. — Droits de la défense. — Citation et représentation régulières. — Contrôle d'office. — 2) *Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.* — Dissolution du mariage. — Égalité des époux. — Répudiation marocaine. — Effet en France. — Contrariété à l'ordre public international. — Époux marocains domiciliés en France. — Cour de Cassation (1^{re} Ch. civ.), 3 janvier 2006, note Marie-Claude NAJM, p. 627.

Exequatur. — Conditions. — Jugement étranger. — Exigence d'un traité international (non). — Condition de réciprocité. — Libre accès à la justice. — Principes universellement reconnus du droit international. — Convention européenne des droits de l'homme. — Droit au tribunal. —

Cour Commerciale fédérale du District de Moscou. — 22 février 2006, note Dmitri LITVINSKI, p. 642.

V. — COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES.

Liberté d'établissement. — Articles 43 CE et 48 CE. — Fusions transfrontalières. — Refus d'inscription au registre national du commerce. — Compatibilité. — Cour de justice des Communautés européennes, 13 décembre 2005 (aff. C-4411/03), note Jeremy HEYMANN, p. 662.

Procédures d'insolvabilité. — Règlement (CE) n° 1346/2000. — Application dans le temps. — Jurisdiction compétente. — Cour de justice des Communautés européennes, 17 janvier 2006 (aff. C-1/04), note Jean-Michel JUDE, p. 678.

Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968. — Décision qui autorise l'exécution d'une décision rendue dans un autre État contractant. — Signification inexistante ou irrégulière. — Prise de connaissance. — Délai de recours. — Cour de justice des Communautés européennes, 16 février 2006 (aff. n° C-3/05), note Étienne PATAUT, p. 691.

Troisième Partie. — Documentation.

I. — Traités nouveaux de la France (relevé des textes publiés au *Journal officiel*).

Textes reproduits:

.....

II. — Lois, décrets et actes officiels français (relevé des textes publiés au *Journal officiel*).

Textes reproduits:

Pacs. — *Publicité.* — Loi n° 2006-728 du 23 juin 2006 portant réforme des successions et des libéralités, art. 26, p. 708.

Testament. — *Témoins.* — *Nationalité française.* — *Connaissance de la langue française.* — Loi n° 2006-728 du 23 juin 2006 portant réforme des successions et des libéralités, art. 16, p. 708.

III. — Communautés européennes (relevé des textes publiés au *Journal officiel de l'Union européenne*).

.....

IV. — Informations diverses.

Nationalité française. — *Perte.* — *Décret.* — *Rapport.* — Rép. min., p. 711.

Conseil allemand pour le droit international privé. — *Sociétés.* — *Réglementation européenne.* — *Proposition.* — Proposition du Deutscher Rat für Internationales Privatrecht en vue de l'adoption d'une réglementation du droit international des sociétés au niveau européen/national, par le professeur Hans Jurgen SONNENBERGER et Frank BAUER, p. 712.

Quatrième Partie. — Bibliographie.

I. — **Livres.** — DE BELLIS (Saverio), *L'intermediazione in diritto internazionale privato* (B.A.), p. 735. — FLESSNER (Axel) et VERHAGEN (Hendrik), *Assignment in European Private International Law. Claims as property and the European Commission's « Rome I Proposal »* (Paul LAGARDE), p. 737. — FOBLETS (Marie-Claire) et CARLIER (Jean-Yves), *Le Code marocain de la famille. Incidences au regard du droit international privé en Europe* (P.L.), p. 740.

II. — Revues.

.....